



Commission économique pour l'Afrique
Réunion trimestrielle d'information de la Commission
à l'intention des ambassadeurs africains
Dix-neuvième réunion
Addis-Abeba, 27 février 2018

**Dix-neuvième réunion trimestrielle d'information
de la Commission à l'intention des ambassadeurs africains**

Note d'information de la Secrétaire exécutive

Rapport d'étape sur la mise en œuvre du programme de travail pour l'exercice biennal 2016-2017

La Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) organise, le 27 février 2018 à Addis-Abeba, la dix-neuvième réunion d'information trimestrielle de la Commission à l'intention des ambassadeurs africains accrédités en Éthiopie afin de susciter un échange de vues sur les travaux du secrétariat de la Commission. Le rapport donne un aperçu des activités de fond menées par le secrétariat au cours des trois derniers mois (octobre-décembre 2017) pour exécuter son programme de travail pour l'exercice biennal 2016-2017. Les activités sont regroupées en rubriques comme les manifestations clés, la production de connaissances et le partage de l'information, et le renforcement des capacités, ce qui comprend aussi l'assistance technique apportée aux États membres et la recherche de consensus. Par ailleurs, le rapport indique les principales manifestations qui auront lieu au cours des trois prochains mois et offre un aperçu de la collaboration du secrétariat avec ses partenaires clés.

En premier lieu, la Secrétaire exécutive souhaite communiquer aux ambassadeurs africains certaines informations importantes sur les réformes en cours de la gestion à l'échelle du système des Nations Unies et sur d'autres questions se rapportant au travail du secrétariat.

En décembre 2017, le Secrétaire général a publié un deuxième rapport intitulé « Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement en vue de la mise en œuvre du Programme 2030 : notre promesse d'une vie dans la dignité, la prospérité et la paix sur une planète en bonne santé ». Ce rapport fait suite au rapport initial, publié le 11 juillet 2017, intitulé « Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement en vue de la mise en œuvre du Programme 2030 : garantir à chacun un avenir meilleur ». Dans son deuxième rapport, le Secrétaire général présente les principaux changements nécessaires pour assurer un appui plus cohérent, plus responsable et plus efficace au Programme 2030. Sept domaines clés de transformation sont identifiés : l'émergence d'une nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies ; un système de coordonnateurs résidents redynamisé, impartial, indépendant et doté d'un pouvoir d'action renforcé ; une approche régionale coordonnée, remaniée et restructurée ; de nouvelles possibilités pour les États Membres d'orienter l'action à l'échelle du système et d'accroître la transparence et la responsabilisation quant aux résultats ; une action institutionnelle plus forte de l'Organisation des Nations Unies et une approche plus rigoureuse des partenariats aux fins du Programme 2030 ; un alignement à l'échelle de tout le système des Nations Unies sur le Programme 2030; et un pacte de financement afin d'améliorer la qualité, la quantité et la prévisibilité des ressources, s'accompagnant d'un renforcement de la transparence et de la responsabilité quant aux résultats. Le secrétariat a participé activement aux consultations et au débat sur le renforcement de l'efficacité et de la capacité des entités régionales à répondre aux nouvelles demandes du Programme 2030.

En outre, à la suite de la conclusion du programme de travail de la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) sur le budget ordinaire et les réformes de la gestion, les allocations budgétaires des commissions régionales ont été cantonnées hors de portée des nouvelles réductions générales proposées par la Cinquième Commission. La Secrétaire exécutive tient à remercier les États membres de l'appui qu'ils ont apporté à la Commission en préconisant la sauvegarde des ressources au titre du budget ordinaire, qui a contribué à ce résultat.

La Secrétaire exécutive prend également note du transfert de la présidence du Groupe des 77 et de la Chine à l'Égypte pour 2018. En tant que Présidente du Groupe, l'Égypte dirigera les travaux dans des domaines prioritaires, notamment le processus de réforme du système des Nations Unies en cours, les problèmes liés à l'emploi des jeunes, la mise en œuvre des engagements pris en matière de développement durable, notamment l'Agenda 2063, l'autonomisation économique des femmes, les négociations sur les changements climatiques et d'autres questions d'intérêt commun. La présidence représente une occasion inestimable, en particulier pour les États membres de la CEA, dont l'intérêt dans ces domaines prioritaires reste crucial dans le discours mondial. Le secrétariat s'est engagé à aider l'Égypte, en sa qualité de Présidente du Groupe, et le groupe Afrique dans son ensemble à se lancer dans le programme de développement au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Enfin, sous la direction de la Vice-Secrétaire générale, les travaux se poursuivent en vue de l'élaboration d'une version révisée de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Le secrétariat a joué un rôle central dans ce processus et a contribué à ce qui suit: recadrage de la Stratégie intégrée pour assurer son alignement sur le Programme 2030, l'Agenda 2063 et les priorités régionales et nationales ; recensement des interventions exécutées à l'échelle du système des Nations Unies dans la région pour aider à identifier les lacunes ; mise à jour et intégration de l'analyse contextuelle par l'inclusion de nouvelles données dans un large éventail de secteurs, afin de rendre compte de la situation plus précisément et de renforcer la mise en œuvre des actions ; élaboration d'un accord sur une feuille de route qui, on l'espère, mènera à la préparation d'un deuxième plan global d'ici juin 2018, intitulé « Plan d'appui à la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel ». Dans ce contexte, une conférence de mobilisation des ressources des pays du G5 Sahel, qui regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, devrait se tenir en mars 2018. L'engagement du secrétariat, dans le cadre de ce processus, couvre des activités menées à différents moments dans les dix pays visés par la Stratégie intégrée (Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad), en plus de l'appui apporté au secrétariat de la Plate-forme ministérielle de coordination et aux groupes techniques sur la gouvernance et sur le développement.

A. Principales manifestations

1. Appuyer les négociations portant sur la Zone de libre-échange continentale et l'élaboration de politiques commerciales en Afrique

Au cours du troisième trimestre de 2017, le secrétariat a continué à fournir un appui à la Commission de l'Union africaine et aux États membres africains dans le cadre des négociations portant sur la ZLEC. En prélude à la réunion des ministres du commerce de l'Union africaine, tenue à Niamey les 1^{er} et 2 décembre 2017, le secrétariat a participé à différentes réunions, dont des groupes de travail techniques et le Forum de négociation de la ZLEC. Les ministres ont approuvé l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) africaine et le Protocole sur le commerce des services, lesquels seront soumis pour examen et adoption au Sommet extraordinaire de l'Union africaine qui aura lieu au cours du premier semestre 2018. La CEA a continué à apporter un soutien technique à ses États membres et à la Commission de l'Union africaine dans le cadre des négociations sur la ZLEC, ce qui a contribué aux résultats positifs obtenus dans ce domaine.

2. Consultations sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Le secrétariat a organisé des consultations régionales africaines sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, les 26 et 27 octobre 2017, à Addis-Abeba. Ces consultations visaient à faire progresser les objectifs et les ambitions de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, qui définissent les étapes vers la finalisation, en 2018, d'un Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Les débats menés entre les États membres et les parties prenantes concernées ont permis l'identification d'engagements et de recommandations exploitables et propres aux régions dans les six domaines thématiques du Pacte mondial.

3. Conférence économique africaine 2017

Le secrétariat, en collaboration avec la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a organisé la Conférence économique africaine 2017, du 4 au 6 décembre 2017, à Addis-Abeba. La Conférence a réuni plus de 200 participants, dont des experts de haut niveau, des universitaires et des décideurs de la région, ainsi que des chercheurs du monde entier travaillant sur des thèmes liés à l'Afrique, afin de contribuer au débat sur le thème : « La gouvernance au service de la transformation structurelle ». Les présentations et les débats de haut niveau tenus dans le cadre de séances plénières, de séances spéciales et de séances parallèles ont fourni des aperçus utiles sur les mesures à prendre pour relever les défis fondamentaux liés au développement auxquels est confronté le continent. La Conférence économique africaine 2017 s'est achevée avec la remise du Prix du meilleur article.

4. Dixième session du Comité de la coopération et de l'intégration régionales

La dixième session du Comité de la coopération et de l'intégration régionale s'est tenue à Addis-Abeba, du 31 octobre au 2 novembre 2017, sur le thème « La mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale et des gains partagés ». Le Comité a examiné et délibéré sur les faits nouveaux, les risques et les perspectives dans des domaines sectoriels spécifiques tels que les politiques relatives au commerce et aux investissements, l'industrialisation et le développement des infrastructures, et les politiques foncières et agricoles, notamment en ce qui concerne le vaste domaine de l'intégration régionale, et a formulé des recommandations qui orienteront les travaux en cours du secrétariat pendant l'exercice biennal 2018-2019. La session du Comité s'est tenue juste après quelques réunions de groupes d'experts (voir l'annexe I).

5. Conférence sur la politique foncière en Afrique (CLPA-2017)

Le secrétariat a organisé la Conférence sur la politique foncière en Afrique (CLPA-2017) du 14 au 17 novembre 2017, sur le thème « L'Afrique que nous voulons : Réaliser la transformation socioéconomique à travers un accès inclusif et équitable de la jeunesse à la terre ». Cette conférence avait pour objectif d'approfondir l'engagement et de renforcer les capacités d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques foncières en Afrique, en améliorant l'accès aux connaissances et à l'information en appui à des politiques foncières reposant sur des données factuelles. La Conférence a présenté les travaux réalisés dans divers pays par la CEA et ses partenaires en vue d'améliorer la gouvernance foncière. La Conférence a été précédée d'un certain nombre de manifestations, notamment la sixième réunion de capitalisation du Programme de l'Union européenne sur la gouvernance foncière, le dialogue

régional Initiative sur les politiques foncières (LPI)-Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)-Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), et la réunion entre les partenaires de développement et le comité directeur du projet.

6. Visite de la Directrice générale du Fonds monétaire international

Le 15 décembre 2017, le secrétariat a reçu pour la première fois un Directeur général du Fonds monétaire international (FMI) en exercice. Dans son allocution spéciale, l'actuelle Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a exploré le thème « Défis économiques et opportunités que doit relever le continent africain : le rôle que joue la technologie pour aider la région à réaliser une croissance plus inclusive ». Les débats étaient axés sur l'avancement des technologies et les possibilités et les craintes qu'elles engendrent. Ils ont aussi relevé les faits marquants de l'innovation qui ont changé la vie des Africains sur tout le continent, notamment la technologie des drones, l'intégration financière et les services bancaires mobiles. Cette visite a abouti à un accord de travail conjoint entre le secrétariat et le FMI dans les domaines suivants : a) l'élaboration de modèles macroéconomiques analysant l'impact de la pression démographique sur la croissance et les types de politiques nécessaires pour échapper au piège démographique ; b) la macroéconomie de l'égalité des sexes et les éléments essentiels de la macroéconomie pour fournir un meilleur appui aux pays ; c) un plaidoyer conjoint en faveur du secteur privé africain au niveau mondial pour l'élaboration de modèles macroéconomiques, comme indiqué au point a) ; d) des sources novatrices de financement pour générer des investissements sur le continent ; et e) la collecte et la diffusion de données et le renforcement des capacités nationales en matière de statistiques.

7. Guides électroniques de l'investissement (iGuides)

Le secrétariat a poursuivi l'élaboration des guides électroniques de l'investissement (iGuides) en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les iGuides de quatre pays, à savoir, le Congo, le Malawi, le Nigéria et la Zambie, ont été finalisés et seront mis en ligne l'année prochaine. Les iGuides sont un instrument de référence qui devrait aider les États membres africains à attirer davantage d'investissements et à favoriser le développement et la transformation structurelle.

8. Contribution à la réunion du projet LINK

Le secrétariat a participé à la réunion d'automne 2017 du projet LINK, qui s'est tenue à Genève du 3 au 5 octobre 2017. Le projet LINK est une réunion d'un groupe international d'experts sur l'économie mondiale organisée chaque année pour discuter des perspectives économiques mondiales. La présentation de la CEA sur les Perspectives économiques en Afrique 2017 a exposé les tendances économiques et sociales récentes en Afrique.

9. Appuyer la participation de l'Afrique à la gouvernance mondiale contre les changements climatiques, COP 23, Bonn (Allemagne) – Journée de l'Afrique à la COP 23

La Journée de l'Afrique, organisée pour la première fois à la COP 17 en 2011, est une manifestation clé de la présence et de la participation de l'Afrique à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La Journée de l'Afrique est une initiative conjointe de la Banque africaine de développement (BAD), de la Commission de l'Union africaine, du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et du secrétariat.

La Journée de l’Afrique de la COP 23 s’est tenue le 15 novembre 2017 avec pour objectif de fournir une plate-forme et une opportunité de participer aux dialogues et de débattre de la nature et de l’efficacité des partenariats nécessaires pour trouver des moyens efficaces et adéquats pour mettre en œuvre l’Accord de Paris en Afrique (financement, renforcement des capacités, et développement et transfert de technologies). Les principaux résultats de la Journée de l’Afrique sont les suivants : a) une meilleure compréhension des enjeux et des perspectives des contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) dans le cadre du développement durable et résilient au changement climatique en Afrique ; b) de nouvelles approches en matière de partenariats en vue de renforcer et accélérer les moyens de mise en œuvre de l’Accord de Paris en Afrique ; c) un engagement en faveur de l’amélioration du bilan mondial et de la cohérence au niveau des CPDN des pays africains ; et d) l’évolution des approches et des initiatives régionales en tant que conduits et instruments clés pour une mise en œuvre effective de l’Accord de Paris en Afrique. L’annexe I fournit une liste complète des manifestations et activités entreprises par le secrétariat, tandis que l’annexe II présente un tableau des principales manifestations à venir, de janvier à mars 2018.

B. Production de connaissances et partage de l’information

Le secrétariat a poursuivi ses efforts visant à faciliter et à façonner les perspectives continentales sur les questions d’intérêt émergentes et essentielles par la conduite de travaux de recherche sur un éventail de questions liées au développement économique, social et durable. Les études de recherche, qui ont été examinées lors de réunions ad hoc d’experts, ont formulé des recommandations aux dirigeants et aux décideurs.

L’annexe III énumère les travaux de recherche publiés par le secrétariat au cours de la période considérée.

C. Renforcement des capacités

L’appui technique que le secrétariat a fourni aux États membres au cours du trimestre écoulé a consisté principalement à assurer des services de formation, de renforcement des capacités et de conseil technique dans un éventail de domaines thématiques.

1. Formation et renforcement des capacités

a) Entre octobre et décembre 2017, l’Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), organe de formation de la Commission, a dispensé huit cours (voir annexe IV). Au nombre des bénéficiaires de ces cours figuraient 199 responsables, dont 59 femmes, provenant de 40 pays africains (voir annexe V). La formation portait sur plusieurs domaines thématiques et visait à renforcer les capacités des décideurs en matière d’élaboration des politiques économiques et des plans de développement national. Il est ressorti d’enquêtes menées à la fin de la formation que le taux de satisfaction global des participants était de 94 %. Ces enquêtes ont permis d’évaluer la pertinence de tous les modules, la qualité des cours et celle du matériel didactique.

Un cours de formation en ligne qui s’articulait autour de la publication intitulée « *Rapport économique sur l’Afrique 2017 : L’urbanisation et l’industrialisation au service de la transformation de l’Afrique* » a été dispensé du 23 octobre au 24 novembre 2017. Il a été suivi par 156 participants, dont 52 femmes, provenant de 43 pays.

En outre, un atelier de formation portant sur l'évaluation de l'incidence totale du tourisme sur l'économie du Rwanda s'est tenu le 4 octobre 2017 à Kigali. Un exposé a été fait sur les résultats préliminaires de la deuxième phase de la consolidation des statistiques du tourisme au Rwanda, sur la base des comptes satellites du tourisme. Dans le cadre des activités de renforcement des capacités, des parties prenantes clés ont reçu une formation sur les outils permettant d'évaluer l'incidence totale du tourisme sur l'économie et la façon dont cette évaluation peut être exploitée dans l'élaboration des politiques.

b) Le secrétariat a contribué au renforcement des capacités en matière de statistique par les initiatives suivantes :

i) Tenue de deux ateliers de formation spécialisés à Francistown et Gaborone (Botswana) sur le suivi des indicateurs des établissements humains en Afrique et l'établissement des rapports de suivi. La formation s'est déroulée du 4 au 12 décembre 2017. Elle avait pour objectifs de renforcer les capacités existantes en matière de suivi de l'objectif de développement durable 11 (faire en sorte que les villes soient ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables) et d'établissement des rapports de suivi et d'exploiter les partenariats existants, à l'aide de divers outils et diverses techniques statistiques ;

ii) Mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles. Dans le cadre de la mise en œuvre du volet de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles relatif à la formation, le secrétariat a mené diverses activités régionales de formation des formateurs du 11 au 15 novembre 2017 à Dakar et du 11 au 15 décembre 2017 à Addis-Abeba. Pendant le trimestre considéré, il s'est surtout intéressé aux statistiques du bétail nomade et semi-nomade (transhumant). Les participants provenaient de centres de formation statistique, d'universités et d'organismes de recherche africains ;

iii) Formation des formateurs sur l'échelle de mesure du sentiment d'insécurité alimentaire. Dans le cadre de la collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un atelier de formation des formateurs portant sur l'échelle de mesure du sentiment d'insécurité alimentaire s'est tenu du 11 au 15 décembre 2017. Les participants représentaient des organismes partenaires de la Commission, notamment le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires ;

iv) Programme d'apprentissage en ligne sur les tableaux de ressources et d'emplois. En collaboration avec la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation mondiale du commerce, la Commission a établi un programme d'apprentissage en ligne sur les tableaux de ressources et d'emplois et l'a dispensé du 14 septembre au 7 novembre 2017, dans le cadre du Projet africain de mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) de 2008, afin d'aider les pays à établir, réviser, mettre à jour et utiliser des tableaux de ressources et d'emplois pour réaliser des travaux de recherche sur leurs politiques économiques et les analyser ;

v) Pendant la période considérée, le secrétariat a effectué des missions consultatives en Égypte, au Gabon, au Lesotho, au Mali et en Ouganda portant sur l'utilisation des appareils mobiles pour recueillir les données statistiques, dans le cadre de son projet de renforcement des capacités statistiques mené au titre du Compte de développement ;

vi) Le secrétariat a effectué d'autres missions consultatives d'assistance technique sur l'utilisation des données mobiles et l'élaboration d'une feuille de route visant à renforcer les cadres institutionnels de la statistique. Les pays qui ont bénéficié de cette assistance pendant la période considérée sont la Mauritanie, les Seychelles, le Soudan et le Togo ;

vii) À leur demande, le secrétariat a fourni un appui au Botswana et à la Zambie sur leur stratégie nationale d'harmonisation des statistiques. L'une des composantes de cet appui a consisté à évaluer la stratégie nationale de développement de la statistique de ces pays ;

viii) Dans le cadre de l'appui à l'Équipe de pays des Nations Unies au Niger, le secrétariat a organisé deux réunions du Groupe des partenaires techniques et financiers sur les statistiques (GStat), qui ont eu lieu à Niamey les 4 et 6 octobre 2017. Les réunions ont rassemblé des représentants de différents secteurs, y compris des hauts fonctionnaires chargés des statistiques et des études. L'objectif général était d'appuyer la cartographie des interventions statistiques actuellement entreprise par les principales parties prenantes, avec pour résultat escompté de renforcer les capacités statistiques du système statistique national en vue de la production d'indicateurs précis et opportuns pour le suivi des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 ;

ix) Le secrétariat a apporté un appui à l'Institut national de la statistique du Mali, dans le cadre de la phase II du projet mené au titre de la neuvième tranche du Compte pour le développement. Cet appui concernait l'utilisation de la technologie mobile pour rendre les données statistiques disponibles et accessibles en appui à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. Les discussions ont porté notamment sur l'utilisation du concept de « citoyens en tant que collecteurs de données » pour améliorer la collecte électronique de données et de statistiques de l'état civil, ce qui accélère le processus de collecte des données, réduisant ainsi les erreurs de données et les coûts de transaction.

2. Services techniques et consultatifs

La Commission a donné suite à plusieurs demandes émanant d'États membres. On trouvera ci-après une synthèse des services techniques et consultatifs fournis aux États membres pendant la période considérée.

a) Ressources naturelles, questions relatives à l'environnement et développement durable

i) Le secrétariat a continué de fournir un appui consultatif et technique au Tchad, en passe de devenir le premier pays d'Afrique centrale à élaborer et adopter dans leur intégralité une politique et un code miniers entièrement conformes à la Vision africaine des mines ;

ii) Le secrétariat a contribué au lancement d'un programme ghanéen novateur, le National Suppliers' Development Programme (NSPD) (Programme national de développement des chaînes d'approvisionnement) qui vise à accroître la part des entreprises ghanéennes dans le marché des chaînes d'approvisionnement du secteur minier du Ghana, chiffré à un milliard de dollars. Approuvé par le Gouvernement ghanéen, ce programme permet d'harmoniser ses propres priorités que constituent l'industrialisation et la transformation économique tirées par le secteur privé ;

iii) Le secrétariat a organisé le premier atelier de concertation sur le système de Classification africaine des ressources minérales (CAREM) qui s'est tenu du 2 au 6 octobre 2017 au Caire et a débouché sur l'adoption de la CAREM comme cadre continental de classification. Il a pris l'initiative de concevoir ce cadre de classification dans le but d'aider les pays africains à harmoniser, adapter et mettre en œuvre la Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales (2009) (CCNU-2009) conformément aux principes de la Vision africaine des mines. Les participants ont proposé que le secrétariat fournisse aux pays l'appui nécessaire en assurant le renforcement de leurs capacités sur l'utilisation de la CAREM ;

iv) En collaboration avec la Commission de l'Union africaine, le secrétariat a tenu une réunion des dirigeants des Chambres des mines et d'autres associations minières à Windhoek du 3 au 6 octobre 2017. Cette réunion a offert aux participants la possibilité de discuter de la stratégie à adopter pour accroître la participation du secteur privé au processus de création de la Zone de libre-échange continentale et donner un coup d'accélérateur au développement des chaînes de valeur régionales dans le secteur des ressources minérales. Les dirigeants des Chambres des mines ont souscrit au Pacte de coopération avec le secteur privé sur la Vision africaine des mines que le secrétariat avait mis au point aux fins de la promotion des valeurs communes. Ils ont également créé un organe continental, l'Association des Chambres des mines et d'autres associations minières d'Afrique, en vue de faciliter l'adoption et la mise en œuvre du Pacte de coopération avec le secteur privé sur la Vision africaine des mines ;

v) Le secrétariat a organisé le troisième atelier annuel sur la négociation des accords économiques qui s'est tenu à Accra du 3 au 8 décembre 2017. Cet atelier a porté sur les accords commerciaux, les accords fiscaux, les contrats de ressources naturelles et les accords d'investissement. Les participants étaient des représentants de 30 États membres et de communautés économiques régionales (CER). L'atelier les a formés aux

techniques permettant de bien mener des négociations économiques dans le contexte africain ;

vi) Initiative pour les services d'information météorologique. Dans le cadre de cette initiative qui se poursuit, le secrétariat a contribué à l'exécution des activités citées ci-après pendant la période considérée :

- Élaboration d'un modèle pour l'application des avantages socioéconomiques des investissements réalisés dans les services d'information météorologique et climatologique et les cadres d'optimisation de l'utilisation des ressources aux divers secteurs économiques, notamment à la réduction des risques de catastrophe ;
- Formation des formateurs à l'intention des parlements nationaux, des organisations de la société civile, des organisations de jeunes et des médias dans toutes les cinq sous-régions ;
- Tenue d'une session de sensibilisation d'un jour visant à faire mieux connaître les informations et services climatologiques (ISC) aux ambassadeurs africains en poste à Addis-Abeba ;
- Détermination des travaux de recherche appliquée axés sur l'utilisateur et ayant un caractère prioritaire qui seront réalisés dans le domaine climatique en 2018 par le programme Recherche sur le climat pour le développement et le Comité consultatif scientifique ;
- Élaboration et mise en service de la Plateforme de collaboration institutionnelle du programme Recherche sur le climat pour le développement, avec un groupe initial de 30 institutions africaines travaillant sur les changements climatiques et le développement à travers le continent ;

vii) Renforcement des capacités des jeunes juristes africains sur les négociations de la Conférence des Parties (COP). Le secrétariat a continué de contribuer au renforcement des capacités des jeunes négociateurs africains dans le cadre des travaux de la COP. Son initiative a consisté principalement à renforcer les compétences juridiques des intéressés en matière d'interprétation et de négociation des textes juridiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. À la COP 23, le secrétariat, en collaboration avec des juristes africains chevronnés, a mis en place un programme pratique de familiarisation et de formation d'une durée d'une semaine à l'intention des jeunes juristes membres des délégations africaines. Ce programme comprenait une introduction théorique aux travaux de la COP et des séances de formation visant à renforcer les capacités des juristes africains sur le processus de négociation et à fournir un appui juridique au Groupe africain de négociateurs pour lui permettre de participer pleinement à la définition des résultats des négociations de l'« après-Paris ». Les pays ayant entrepris la mise en œuvre de l'Accord de Paris, la formation dispensée aux jeunes

juristes à la COP 23 visait également à mettre en lumière et consacrer l'utilisation des informations et services climatologiques dans la réalisation des actions inscrites dans les contributions déterminées au niveau national de l'Afrique. Au total, 13 jeunes juristes africains ont participé à ce programme d'une semaine à Bonn (Allemagne) ;

viii) Le secrétariat fournit à l'Éthiopie un appui continu en vue de la mise au point et de l'exploitation d'une base de données statistiques solide, ainsi que des outils et des méthodes permettant d'assurer de façon intégrée et cohérente la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de sa stratégie de réalisation d'une économie verte inclusive et résiliente aux changements climatiques et de son plan de croissance et de transformation (GTP II).

b) Planification du développement

i) Le secrétariat a donné suite à une demande d'assistance de la République du Congo relative à l'intégration du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 dans son plan de développement national (2018-2022). Des équipes techniques du secrétariat ont effectué une mission de suivi dans ce pays du 23 au 27 octobre 2017 pour organiser et animer des séances de formation et des ateliers sur les mécanismes permettant de faciliter l'élaboration du plan de développement national et l'intégration des deux programmes dans ce plan ;

ii) Le secrétariat a fourni un appui à l'Ouganda sur l'élaboration de modèles économiques visant à orienter le développement du pays et à faciliter l'intégration du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 dans son plan de développement national. Il a effectué en Ouganda une mission qui a abouti à des échanges de vues préliminaires, des ateliers et des réunions de réflexion avec l'Uganda National Planning Authority (Office national de planification de l'Ouganda) et d'autres ministères et organismes compétents. Les réunions ont eu pour résultat l'analyse des mécanismes d'intégration des deux programmes dans le plan de développement national. Dans le même temps, le secrétariat a contribué à l'élaboration d'un modèle qui permettrait aux décideurs ougandais d'évaluer les diverses possibilités d'action qui s'offrent à eux en matière d'intégration des programmes internationaux dans les plans nationaux ;

iii) En collaboration avec le Gouvernement togolais, le secrétariat a organisé et animé, du 23 octobre au 3 novembre 2017, à Lomé, un atelier de renforcement des capacités sur le thème « Le renforcement des capacités des cadres de l'Administration togolaise sur les mécanismes d'une meilleure couverture de l'économie nationale ». Cet atelier était axé sur les domaines thématiques suivants : planification nationale, changement de la base du PIB du Togo, choix d'une nouvelle année de référence du système de comptabilité nationale et étude prévue sur la Vision 2030. Le secrétariat a également utilisé ce cadre pour présenter le profil de pays du Togo ;

iv) À la suite d'une demande qu'il a reçue, le secrétariat fournit actuellement un appui technique au Ministère de l'eau, de l'irrigation et de l'électricité de l'Éthiopie pour renforcer les compétences individuelles et les

capacités de direction de ses cadres moyens. Cet appui consiste dans la formation. Les premières consultations qui ont eu lieu en juin 2017 ont abouti au démarrage de la phase préparatoire (de septembre à novembre 2017) et au commencement de la première phase de mise en œuvre, à savoir la conception de la formation (de décembre 2017 à janvier 2018). La formation, qui constitue la deuxième phase de mise en œuvre, devrait se dérouler en février et mars 2018 ;

v) Le secrétariat fournit également au Ministère des finances et de la coopération économique de l'Éthiopie un appui technique visant à mettre au point et exploiter une solide base de données statistiques, ainsi que des outils et des méthodes permettant d'assurer de façon intégrée et cohérente la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la stratégie de réalisation d'une économie verte inclusive et résiliente aux changements climatiques et du plan de croissance et de transformation du pays. Cet appui technique est aussi destiné à renforcer la capacité du Gouvernement éthiopien à élaborer aux niveaux fédéral et local des stratégies de mise en place d'un environnement assez favorable pour que les petites et moyennes entreprises industrielles puissent croître et accéder aux marchés étrangers et, par ricochet, contribuer davantage à la création de richesses et d'emplois en Éthiopie. De même, le secrétariat s'emploie avec le Ministère à faciliter l'exécution d'un projet d'intégration du souci de l'égalité des sexes qui est axé sur la budgétisation tenant compte de la problématique femmes-hommes. Enfin, dans le cadre des activités du groupe de travail composé de l'équipe de pays des Nations Unies et de la Commission nationale de planification, le secrétariat dirige les préparatifs d'un atelier qui se tiendra sur le thème « Méthodes, outils et directives permettant d'intégrer les objectifs de développement durable dans le projet de plan prospectif sur 15 ans de l'Éthiopie » ;

vi) En collaboration avec le Bureau du Conseiller économique du Président du Nigéria et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, le secrétariat travaille au renforcement des capacités du National Board of Economists (Conseil national des économistes). Pendant la période considérée, il a également commencé à fournir un appui technique tendant à renforcer les compétences et les capacités de la fonction publique nigériane dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre du plan de relance et de croissance économiques du pays, conformément aux dispositions de son mémorandum d'accord avec le Nigéria ;

vii) Le secrétariat a entrepris la mise en œuvre de la dixième tranche du Compte de développement des Nations Unies pour une durée prévue de trois ans (juin 2016-juin 2019). Ce projet a pour objectif global de renforcer la capacité des organismes africains de planification nationale à intégrer des politiques empiriques et des dispositifs d'application du principe de responsabilité dans leurs processus de planification du développement et de renforcer également la capacité des organismes nationaux de statistique d'Afrique à recueillir, compiler et produire les données nécessaires pour éclairer et faciliter la planification du développement. Les activités portent sur cinq pays africains – appartenant à toutes les sous-régions du continent

– qui ont expressément sollicité l'appui technique du secrétariat : Bénin, Cameroun, Égypte, Kenya et Zambie ;

viii) Le secrétariat a continué d'apporter son soutien au gouvernement libérien pour l'élaboration du cadre d'intégration de l'égalité entre les sexes succédant au programme de transformation. Il a également apporté son soutien au Ministère de l'agriculture et au Liberia Institute for Statistics and Geographic Information Systems (Institut libérien de la statistique et des systèmes d'information géographique) ;

ix) Le secrétariat a organisé un atelier de renforcement des capacités à l'intention de l'autorité de planification nationale d'Ouganda les 28 et 29 septembre 2017. L'atelier a porté sur le renforcement des capacités d'intégration des objectifs de développement et d'autres engagements internationaux dans le deuxième plan de développement national ougandais et sur le suivi des progrès par rapport au cadre de résultats du pays. L'atelier a offert au secrétariat une plateforme pour présenter et faire la démonstration de l'application de la boîte à outils intégrée du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, qui calibre et cartographie les plans nationaux par rapport aux cadres de développement durable mondiaux et régionaux. La boîte à outils aide les pays à harmoniser l'appropriation des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 au sein des plans de développement nationaux pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts d'établissement rapports ;

x) Le secrétariat a mené une mission technique multidisciplinaire au Soudan, du 1^{er} au 5 octobre 2017, pour lancer le programme d'assistance technique du pays dans les domaines de la transformation agricole et de la planification du développement national ;

xi) Le secrétariat a réalisé une mission de cadrage multidisciplinaire en Zambie les 9 et 10 novembre 2017 pour appuyer le septième plan gouvernemental de développement national, en particulier en ce qui concerne les zones et les groupes économiques multiservices au service de la planification du développement ;

xii) Le secrétariat a soutenu le Cameroun dans ses consultations nationales sur l'Agenda 2063, qui ont eu lieu le 11 octobre 2017. Le secrétariat a contribué à l'articulation des synergies entre l'Agenda 2063 et le Programme 2030 au niveau national. Le dialogue a permis d'identifier les défis possibles de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, notamment son intégration cohérente dans les cadres de planification nationale et le financement ;

xiii) Le secrétariat a apporté un appui à la table ronde de haut niveau sur le Plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021 du Niger, qui s'est tenue les 13 et 14 novembre 2017, rassemblant les principales parties prenantes, y compris le secteur privé. L'un des principaux résultats de l'appui du secrétariat a été l'appel en faveur d'un Plan Marshall pour l'autonomisation des femmes, en plus de la mise en place d'un mécanisme unique de suivi et d'évaluation pour appuyer la mise en œuvre du Plan

national de développement, du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. La concertation a abouti à un engagement total de 12,7 milliards de dollars pour le financement du PDES 2017-2021.

c) Questions commerciales, industrie et infrastructures

i) Le secrétariat a fourni une formation aux délégués de 26 États membres sur la mobilisation des ressources nationales. La formation visait à donner aux décideurs une compréhension claire des contraintes clés à la mobilisation des ressources nationales et internationales et a également été l'occasion de présenter une variété d'options politiques visant à renforcer les capacités de mobilisation des ressources à plusieurs niveaux ;

ii) Le secrétariat a offert une assistance technique au groupe de travail tripartite du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) sur le processus de négociation de la Zone de libre-échange tripartite. L'assistance du secrétariat a inclus, entre autres, un soutien technique, une recherche et une analyse de politique commerciale ;

iii) Le secrétariat a participé à la semaine du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) 2017. À cette occasion, la loi type élaborée par le secrétariat sur la facilitation des investissements du secteur privé et le financement des projets infrastructurels transfrontaliers ont été approuvés par les délégués. Le secrétariat a également mené différentes activités de diffusion de la loi type avec les principales parties prenantes, notamment IHS Markit, le New York Stock Exchange, le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et certains des États membres clés qui gèrent les 16 projets du Sommet de Dakar sur le financement (le Burundi, la République démocratique du Congo, le Rwanda et la Zambie) ;

iv) Dans le cadre des efforts de sensibilisation du secrétariat sur le financement des infrastructures transfrontalières en Afrique, le champion de haut-niveau des infrastructures, Adeoye Bankole, Ambassadeur du Nigéria, a présenté le travail du secrétariat sur la gestion des grands projets d'infrastructures en Afrique aux ambassadeurs africains à New York entre le 14 et le 17 novembre 2017 ;

v) Suite à une demande officielle, le secrétariat a organisé une version adaptée de son atelier annuel de négociation au nouveau Bureau commercial du Ministère des Finances à Abuja du 6 au 10 novembre 2017. L'atelier a porté sur l'investissement et les accords commerciaux et a mis en lumière certains écueils pouvant survenir lorsque ces accords ne sont pas correctement négociés. Le secrétariat s'est associé avec des universitaires nigériens pour réaliser l'atelier.

d) Politique foncière, sécurité alimentaire et agriculture

i) Le secrétariat a fourni une formation sur l'administration foncière efficace du 9 au 13 novembre 2017. La formation a donné aux décideurs

africains l'occasion de découvrir de nouveaux outils qui pourraient être utilisés pour améliorer les systèmes d'administration foncière ;

ii) Le 13 novembre 2017, le secrétariat a organisé un atelier de formation à l'intention de journalistes, sur les manières innovantes de réaliser des reportages approfondis sur des sujets cruciaux, comme les droits à la propriété foncière, en mettant l'accent sur les droits fonciers des femmes. La formation a également porté sur les manières pour les journalistes d'atteindre une audience plus large grâce à des outils de reportage ciblés et de cadrer les enjeux des droits de propriété foncière comme une question de développement mondiale et non juste une question juridique de titres de propriété.

e) Politique économique et sociale

i) Le secrétariat par l'intermédiaire d'une équipe multidisciplinaire a facilité les retraites des secrétaires permanents et de l'Assemblée nationale gambiens en novembre 2017, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Les retraites ont mis l'accent sur le renforcement des capacités et la mise en place de structures pour le partage du leadership. Les retraites visaient également à soutenir la concrétisation de la stabilité, de la justice, de l'état de droit, de la reddition de comptes et de la prospérité de la « nouvelle Gambie » ;

ii) Le secrétariat a organisé et dirigé un dialogue politique de haut niveau, du 6 au 12 novembre 2017, à l'intention hauts responsables ghanéens travaillant au Ministère des affaires étrangères et de l'intégration régionale et dans d'autres ministères et institutions clés. Le dialogue a traité de questions liées aux moteurs de la croissance et au progrès de l'économie. Il a abordé les manières dont le Ghana conçoit et applique des politiques et des stratégies macroéconomiques efficaces qui appuient de la croissance économique rapide et inclusive du pays.

f) Gouvernance

i) Le secrétariat a dispensé un cours de courte durée sur la gouvernance et le développement en Afrique, du 23 octobre au 3 novembre 2017, à Dakar. Le cours a été offert à 24 participants de rang intermédiaire et supérieur originaires de 11 pays anglophones et 13 pays francophones. Le principal objectif du cours était de développer les connaissances des décideurs concernant les principaux défis de gouvernance auxquels font face les pays africains et d'explorer les solutions alternatives afin de promouvoir la bonne gouvernance, qui est nécessaire au développement durable et inclusif ;

ii) En tant que partenaire stratégique du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), le secrétariat a participé à l'évaluation externe par les pairs de l'Ouganda, qui a eu lieu du 29 octobre au 14 novembre 2017 ;

iii) Le secrétariat a également participé à la réunion consultative avec le secrétariat du MAEP et d'autres partenaires stratégiques à Midrand, en Afrique du Sud, le 6 novembre 2017. Cette réunion a permis au secrétariat et d'autres partenaires d'élaborer le programme de travail des activités conjointes du MAEP ;

iv) Dans le prolongement du Dialogue de haut niveau sur les conflits et le développement au Sahel, qui s'est tenu à Niamey les 13 et 14 septembre 2017, le secrétariat a aidé le Gouvernement nigérian à internaliser les résultats et recommandations du dialogue. Ce processus a été dirigé par le Centre national pour la sécurité et les études stratégiques. Parmi les principales conclusions et propositions de politiques pour renforcer la sécurité, le discours a noté que les réponses actuelles à la situation de conflit et d'insécurité dans la région ne tiennent pas suffisamment compte des réalités de la sécurité et du développement au Sahel.

D. Recherche de consensus

Le secrétariat a continué d'aider les États membres à articuler les positions communes sur des questions importantes par différentes formes de support technique et de collaboration, dont des exemples figurent ci-après :

a) Le secrétariat a continué de soutenir l'adoption des instruments relatifs à la zone de libre-échange dans le cadre des communautés économiques régionales centrafricaines, principalement par le biais de recherches et de la génération de connaissances contextuels sur la rationalisation des communautés économiques régionales, en particulier sur l'harmonisation des instruments relatifs à la zone de libre-échange. En tant que membre du Comité de pilotage de la rationalisation des communautés économiques régionales en Afrique centrale, le secrétariat a participé à la quatrième réunion du Comité tenue à Yaoundé du 23 au 27 novembre 2017. Le secrétariat a facilité l'adoption des instruments suivants : a) le certificat d'origine conjoint à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ; b) la liste des documents requis pour le tarif préférentiel entre la CEMAC et la CEEAC ; c) le formulaire de vérification d'origine des produits ; et d) la procédure de demande de tarif préférentiel entre la CEMAC et la CEEAC ;

b) Le secrétariat a fourni une assistance technique à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par les moyens suivants : i) élaboration d'une étude évaluant les incidences de la candidature du Maroc à l'adhésion à la communauté économique régionale. Cette étude a été présentée aux chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO en décembre 2017 ; ii) évaluation de la feuille de route vers la monnaie unique et recommandations pour accélérer sa mise en œuvre d'ici à 2020.

E. Partenariats

Les nouveaux partenariats et des partenariats futurs de la Commission pour la période considérée sont listés ci-après :

1. Institutions régionales

a) Dans le cadre de son partenariat avec l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), l'IDEP donnera un cours sur la gouvernance des ressources extractives à des organisations de la société civile, des journalistes et des parlementaires en Afrique de l'Ouest au cours du premier semestre de 2018. D'autres partenaires de cette activité collaborative incluent la coalition Publish What You Pay en Afrique de l'Ouest, Oxfam, le réseau parlementaire panafricain et l'Institut de la société civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI) ;

b) Le secrétariat, dans le cadre de la collaboration continue avec le bureau en Afrique australe de l'Union africaine, s'associe avec l'Africa Business Group (ABG), une entreprise privée de développement économique, pour organiser les 17 et 19 avril 2018 une conférence sous-régionale sur le thème : « Secteur privé et intégration régionale en Afrique australe : accroître les possibilités d'investissement et de croissance ». L'ABG joue un rôle crucial dans la participation du secteur privé à cette conférence.

2. Institutions multilatérales

a) Le secrétariat travaillera avec la Banque mondiale pour concevoir et donner une formation sur l'administration de la sécurité routière ;

b) Des discussions préliminaires à l'établissement d'un partenariat sont en cours, entre le secrétariat et le Réseau africain pour l'éducation en agriculture, en agroforesterie et ressources naturelles, Aphrobean Partners, Consults ICDI, Mobilizing Institutional Investors to Develop Africa's Infrastructure (MiDA), le groupe de réflexion CABAC et l'Université de technologie de Troyes.

3. Institutions bilatérales

a) Un mémorandum d'accord a été signé avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) afin de consolider le travail de la CEA dans le domaine de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil en Afrique ;

b) Le secrétariat collabore étroitement avec l'Institut allemand pour le développement [Deutsche Institut für Entwicklungspolitik (DIE)] dans les domaines de la recherche et du conseil stratégique dans le cadre du T20 Africa Standing Group. Le secrétariat est un membre permanent du conseil de gouvernance du T20 Africa Standing Group ;

c) Le secrétariat a entamé une collaboration avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre de son programme MiDA.

ANNEXES

Annexe I

Principales manifestations organisées par la Commission

Intitulé de la manifestation	Lieu	Date
Atelier national de formation avec les producteurs et les utilisateurs de statistiques du genre	Kampala	2-4 octobre 2017
Conférence mondiale SDMX (Statistical Data and Metadata eXchange)	Addis-Abeba	2-5 octobre 2017
Atelier régional de formation sur la compilation et la production de statistiques annuelles de l'état civil à partir des registres d'état civil et sur l'évaluation de la qualité de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement de statistiques de l'état civil	Nairobi	2-6 octobre 2017
Atelier de renforcement des capacités sur l'harmonisation, l'adaptation, la mise en œuvre et l'application de la Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales (CCNU-2009)	Le Caire	2-6 octobre 2017
Dialogue de haut niveau sur les politiques sur le thème : « Économie verte inclusive et transformation structurelle de l'Afrique »	Addis-Abeba	18 octobre 2017
Atelier sur le système de classification des ressources minières africaines	Le Caire	2-6 octobre 2017
Trente-deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique du Nord sur le thème : « L'emploi des jeunes et le développement durable en Afrique du Nord »	Rabat	3-6 octobre 2017
Réunion de groupe d'experts sur le thème : « L'emploi des jeunes et le développement durable en Afrique du Nord »	Rabat	3-6 octobre 2017
Réunion de groupe d'experts sur le thème : « Renforcer les capacités des infrastructures de recherche pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) en Afrique »	Addis-Abeba	4 et 5 octobre 2017
Participation à la Conférence sur la richesse minière en Ouganda, organisée sur le thème : « Les ressources minières prêtes à provoquer une transformation économique en Ouganda »	Kampala	6 et 7 octobre 2017
Réunion de l'équipe spéciale sur la création du Comité des directeurs généraux de l'état civil africains	Victoria Falls (Zimbabwe)	7-9 octobre 2017
Troisième Sommet sur l'exploitation minière en Afrique (AMS2017)	Gaborone	11-13 octobre 2017
Réunion de groupe d'experts sur l'étude consacrée à des approches novatrices du financement de l'Agenda 2063 et des objectifs de développement durable en Afrique	Addis-Abeba	17 octobre 2017
Atelier sur les flux financiers illicites en Afrique du Nord	Le Caire	17 et 18 octobre 2017
Lancement du <i>Rapport sur le développement durable en Afrique 2017</i>	New York	18 octobre 2017

Atelier sur la méthode de ventilation des données pour les indicateurs de l'objectif de développement durable 11	Addis-Abeba	19 et 20 octobre 2017
Atelier régional sur la ventilation des données	Victoria (Seychelles)	25-27 octobre 2017
Atelier de validation de la version préliminaire du Fact Book arabo-africain	Khartoum	22 et 23 octobre 2017
Concertation continentale sur le renforcement de la contribution des accords commerciaux préférentiels au commerce inclusif et équitable	Yaoundé	23 et 24 octobre 2017
Réunion de groupe d'experts sur le thème : « Approfondissement de l'intégration régionale en Afrique australe : le rôle, les perspectives et les progrès de la zone de libre-échange tripartite »	Bulawayo (Zimbabwe)	23 et 24 octobre 2017
Formation sur l'économie bleue et atelier de renforcement des capacités sur le thème : « Le renforcement des capacités des cadres de l'Administration togolaise sur les mécanismes d'une meilleure couverture de l'économie nationale »	Lomé	23 octobre-3 novembre 2017
Séminaire sur le thème : « Quelle agriculture pour l'Afrique de demain ? »	Dakar	25 octobre 2017
Vingt-troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe sur le thème : « Facilitation du commerce en Afrique australe : combler le fossé des infrastructures »	Bulawayo (Zimbabwe)	26 et 27 octobre 2017
Réunion de groupe d'experts pour valider le système continental de suivi-évaluation du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)	Djibouti	30 et 31 octobre 2017
Réunion spéciale de groupe d'experts sur le thème : « Un regard sur les options politiques pour stimuler l'investissement intra-africain à travers l'harmonisation régionale des politiques et des traités d'investissement »	Addis-Abeba	31 octobre 2017
Réunion spéciale de groupe d'experts chargée de l'examen des options politiques visant à renforcer l'agro-industrie, les agro-industries et les chaînes de valeur régionales en tant que voies vers une transformation africaine durable et inclusive	Addis-Abeba	31 octobre 2017
Réunion de groupe d'experts sur la version préliminaire du rapport de la CEA sur la promotion du développement des infrastructures au service de l'industrialisation de l'Afrique	Addis-Abeba	31 octobre 2017
Atelier continental sur le commerce et le genre sur le thème : « Le rôle des communautés économiques régionales (CER) pour appuyer une mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale soucieuse du genre »	Addis-Abeba	31 octobre 2017
Dixième session du Comité de la coopération et de l'intégration régionales	Addis-Abeba	31 octobre-2 novembre 2017
Réunion de groupe d'experts sur le thème du futur partenariat entre l'Afrique et le Royaume-Uni	Addis-Abeba	Addis-Abeba 31 octobre 2017
Réunion de haut niveau sur le renforcement de la contribution des ressources minières au développement en Afrique de l'Ouest	Accra	1 ^{er} et 2 novembre 2017

Réunion spéciale de groupe d'experts sur l'économie politique de la transition à l'économie verte en Afrique	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	1 ^{er} et 2 novembre 2017
Réunion de groupe d'experts sur la cinquième édition du <i>Rapport sur la gouvernance en Afrique</i>	Addis-Abeba	7 et 8 novembre 2017
Vingt-et-unième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Est	Moroni	7-9 novembre 2017
Table ronde de haut niveau sur le thème : « Mobiliser la diaspora pour la croissance et la transformation de l'Afrique de l'Est »	Moroni	7 et 8 novembre 2017
Dialogue sur l'extraction minière artisanale et à petite échelle en Tanzanie	Geita (République-Unie de Tanzanie)	7-10 novembre 2017
Réunion de groupe d'experts sur les indicateurs économiques des objectifs de développement durable	Addis-Abeba	14-16 novembre 2017
Conférence sur la politique foncière en Afrique (CLPA-2017)	Addis-Abeba	14-17 novembre 2017
Manifestation de haut niveau des commissions économiques régionales à la COP 23 sur les contributions déterminées au niveau national dans les cinq régions des Nations Unies : Perspectives nationales et réponses des commissions régionales	Bonn (Allemagne)	16 novembre 2017
Atelier consultatif continental sur la corruption, organisé sur le thème : « Renforcer la collaboration dans la lutte contre la corruption en Afrique »	Arusha (République-Unie de Tanzanie)	15-17 novembre 2017
Dialogue d'experts de haut niveau sur la science, la technologie et l'innovation et le programme de transformation de l'Afrique - SED 2017	Dakar	15-17 novembre 2017
Séminaire sur le thème : « La coopération économique Sud-Sud pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable »	Dakar	16 novembre 2017
Réunion de groupe d'experts sur le rapport intitulé : <i>“Promoting Growth and Economic Transformation in Southern Africa: Challenges and Implications of Declining Commodity Prices”</i> (Promouvoir la croissance et la transformation économique en Afrique australe : les défis et les conséquences de la baisse des prix des produits de base)	Walvis Bay (Namibie)	16-17 novembre 2017
Réunion d'évaluation externe par les pairs du <i>Rapport économique sur l'Afrique 2018</i>	Addis-Abeba	20 et 21 novembre 2017
Conférence AfricaGIS 2017	Addis-Abeba	20-24 novembre 2017
Atelier du Référentiel géodésique africain (AFREF) sur la mise en place de structures géodésiques harmonisées en Afrique	Addis-Abeba	20-24 novembre 2017
Septième Forum pour le développement de l'Afrique du Nord organisé sur le thème : « Gouvernance, transformation structurelle et développement durable et inclusif »	Rabat	21 et 22 novembre 2017
Réunion de groupe d'experts sur le potentiel de la technologie des chaînes de blocs en Afrique	Addis-Abeba	21 et 22 novembre 2017
Conclave régional CII-EXIM Bank sur l'Inde et l'Afrique de l'Est : partenaires dans le développement	Kampala	21 et 22 novembre 2017

Réunion annuelle du Mécanisme de coordination sous-régionale de l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD	Yaoundé	21 et 22 novembre 2017
Séminaire sur le thème : « Les nouvelles approches de planification pour la réalisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 »	Dakar	22 novembre 2017
Réunion régionale africaine d'examen et de suivi du SMSI de 2017	Addis-Abeba	22 et 3 novembre 2017
Séminaire sur le thème : « Genre et leadership »	Dakar	23 novembre 2017
Réunion de groupe d'experts sur la promotion de la transformation durable de l'agriculture en Afrique à travers l'économie verte inclusive - Le cas de la chaîne de valeur du bétail en Afrique australe	Gaborone	23 et 24 novembre 2017
Onzième Colloque international de Rabat	Rabat	23-25 novembre 2017
Renforcement des capacités des bureaux nationaux de statistique d'Afrique centrale en vue de l'utilisation de technologies modernes pour la collecte et le traitement de statistiques comparables et harmonisées	Gabon	27-29 novembre 2017
Réunion des parties prenantes pour examiner la loi type régissant les investissements dans les infrastructures en Afrique	Dakar	28-30 novembre 2017
Réunion de groupe d'experts pour valider l'étude sur l'impact du MAEP sur la gouvernance	Pretoria	30 novembre et 1 ^{er} décembre 2017
Forum sur l'exploitation minière au Kenya (Kenya Mining Forum)	Nairobi	4 et 5 décembre 2017
Conférence économique africaine de 2017	Addis-Abeba	4-6 décembre 2017
Quatrième Conférence des ministres africains chargés de l'état civil	Nouakchott	4-8 décembre 2017
Forum régional sur la paix et la sécurité en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest	Niamey	5-7 décembre 2017
Forum <i>Africa CEO Forum</i> 2017 sur le thème : « Stimuler l'investissement pour une croissance inclusive »	Charm el-Cheikh (Égypte)	8 et 9 décembre 2017
Réunion du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) pour l'Afrique du Nord sur le thème : « Promouvoir une Afrique centrée sur l'être humain et pacifique : le rôle du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs »	Le Caire	10-13 décembre 2017
Onzième session du Comité des directeurs généraux des offices nationaux de statistique (CoDG)	Nouakchott	9-11 décembre 2017
Atelier régional de sensibilisation MAEP pour l'Égypte	Le Caire	10 et 11 décembre 2017
Dialogue de haut niveau sur les politiques sur le thème : « L'urbanisation et l'industrialisation au service de la transformation de l'Afrique »	Addis-Abeba	11 et 12 décembre 2017
Réunion annuelle du Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	Djibouti	11 et 12 décembre 2017
Atelier national de sensibilisation MAEP pour l'Égypte	Le Caire	11-13 décembre 2017
Programme d'innovation et d'entrepreneuriat en génie biomédical pour améliorer les résultats dans le domaine sanitaire en Afrique	Nairobi	11-15 décembre 2017

Manifestation parallèle sur le thème du futur partenariat entre l’Afrique et le Royaume-Uni	Buenos Aires	11 décembre 2017
Réunion de groupe d’experts sur le thème : « Renforcement de la transition démocratique dans les pays sortant d’un conflit en Afrique centrale »	Yaoundé	12 et 13 décembre 2017
Atelier régional de formation sur la collecte et l’analyse de données et l’établissement de rapports sur les indicateurs relatifs aux établissements humains, notamment sur l’utilisation de données géographiques	Gaborone	13-15 décembre 2017
Réunion de groupe d’experts pour valider l’étude sur le potentiel du MAEP à des fins d’alerte précoce et de prévention des conflits en Afrique	Addis-Abeba	14 et 15 décembre 2017
Réunion régionale d’experts sur la négociation de contrats	Addis-Abeba	15-19 décembre 2017
Dialogue de haut niveau sur le thème : « De la dépendance envers les matières premières à l’industrialisation : étapes concrètes pour les pays africains »	Addis-Abeba	20 décembre 2017

Annexe II

Principales manifestations à venir

Manifestation		Lieu et date
Forum INDABA 2018 : Investir dans le secteur minier africain	Le Cap (Afrique du Sud)	5-8 février 2018
Séminaire régional sur l'élaboration et l'utilisation de tableaux ressources-emplois	Addis-Abeba	5-8 février 2018
Réunion annuelle du Groupe africain sur la formation statistique et les ressources humaines (AGROST)	Dakar	8 et 9 février 2018
Forum ministériel africain sur la science, la technologie et l'innovation (STI)	Le Caire	10-12 février 2018
Troisième réunion du Comité directeur du Centre africain pour les politiques commerciales	Marrakech (Maroc)	13 et 14 février 2018
Réunion ministérielle de haut niveau sur la mise en place de synergies entre la Vision africaine des mines et le cadre d'action des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) sur les mines	Bruxelles	13-15 février 2018
Réunion régionale sur les statistiques relatives aux incapacités	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	14-16 février 2018
Atelier régional sur l'utilisation d'appareils électroniques pour la collecte de données en vue de recensements de la population et des logements	Yaoundé	19-23 février 2018
Quarante-neuvième session de la Commission de statistique de l'ONU	New York	6-9 mars 2018
Atelier de validation de projet de politique foncière pour la Zambie	Lusaka	8 mars 2018
Ateliers nationaux sur la feuille de route pour renforcer l'environnement statistique institutionnel	Libreville	20-23 mars 2018
Formation des formateurs dans le domaine des statistiques agricoles de base	Dakar	27-30 mars 2018
Réunion de groupe d'experts sur le cadre d'harmonisation des politiques foncières régionales pour l'IGAD		Mars 2018
Forum du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) 2018	Genève	19-23 mars 2018

Annexe III

Liste des publications

On trouvera ci-après une liste des publications et travaux de recherche produits par la Commission pendant la période considérée.

Rapports de fond

Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique (*Drivers of inclusive growth in Africa*)

Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéficiaires en Afrique : réformes de l'imposition des entreprises multinationales (*Base erosion and profit shifting in Africa: reforms to facilitate improved taxation of multinational enterprises*)

Développement durable et inclusif en Afrique - Mécanismes institutionnels de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 (*Inclusive and sustainable development in Africa: Institutional arrangements for implementing the 2030 Agenda and Agenda 2063*)

L'intégration et le suivi de l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 : de la théorie à la pratique (*Integrating and tracking performance on the 2030 Agenda for sustainable development and Agenda 2063: From theory to practice*)

Profils de pays (2017) : éditions de la publication récurrente consacrées au Botswana, à la Namibie, au Swaziland, à la Zambie et au Zimbabwe

Guide méthodologique "Country science, technology and innovation readiness report (Country STI profiles)" (anglais seulement)

Towards improved access to broadband in Africa report

Draft report on blockchain technology in Africa

South Sudan: National ICT policy support — draft of the National ICT policy review

Rapports thématiques

Manual on Statistical Development Indicators

Handbook on the role of Civil Society Organization in the Statistical Process

Drivers for boosting intra-African investment flows towards Africa's transformation

Linkages between Double Taxation Treaties (DTTs) and Bilateral Investment Treaties (BITs)

Promoting Infrastructure Development for Africa's Industrialization

Rapport conjoint de la Commission économique pour l'Afrique et de la Confédération de l'industrie indienne sur l'approfondissement du Partenariat de commerce et d'investissement entre l'Afrique et l'Inde (*Deepening Africa-India Trade and Investment Partnership*)

Draft Report on 2017 Africa Regional Review of Progress in the implementation of the outcomes of the World Summit on the Information Society

Notes d'orientation

Responsible Mineral Supply Chains for ASM in Africa: The Case of Conflict Minerals

ASM and Sustainability in Africa: Linkages as a Sustainable Livelihood Tool

Artisanal and Small-Scale Mining: Policy Guidance for the Country Mining Vision

The African Mining Vision - Perspectives on Mineral Resource Development in Africa ([African Journals Online](https://www.ajol.info/index.php/jsdlp/article/view/159206) -- <https://www.ajol.info/index.php/jsdlp/article/view/159206>)

Bulletins Flash Statistiques – Afrique (*Africa Statistics Flash*)

Second Administrative Level Boundary (SALB) Database for Africa

L'urbanisation et l'industrialisation au service de la transformation de l'Afrique : opportunités et priorités politiques (*Urbanization and industrialization for Africa's transformation: opportunities and policy priorities*)

Le Protocole de Maputo et les améliorations dans le secteur rural (*The Maputo Protocol Commitment and improvements in the rural sector*)

Atteindre la cible de 1% du produit intérieur brut pour les dépenses en recherche-développement (*Realizing the R&D expenditure target of "1% of GDP?"*)

Promouvoir les sociétés naissantes dans le domaine de la technologie financière (FinTech) en Afrique (*Promoting Fintech Start-ups in Africa*)

Vers l'amélioration de l'accès haut débit en appui au programme de transformation de l'Afrique (*Towards improved access to broadband in support of Africa's transformation*)

Compétences, technologies et transformation africaine : les cours en ligne ouverts à tous (MOOC) sont-ils la clef ? (*Skills, Technology, and the African Transformation Agenda: Massive Open Online Courses (MOOCs) to the rescue?*)

Annexe IV

Sessions de formation assurées par l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

N°	Intitulé du cours	Dates	Participants		Nombre de pays représentés
			Total	Femmes	
1.	Gestion des politiques économiques sensible au genre	2-13 octobre 2017	25	14	24
2.	Formation « sur mesure » sur la modélisation macroéconomique à l'intention des planificateurs du développement	9-13 octobre 2017	30	8	1
3.	Gouvernance et développement en Afrique	23 octobre-3 novembre 2017	24	8	24
4.	Développement des infrastructures de transport en Afrique (session bilingue)	30 octobre-10 novembre 2017	25	5	21
5.	L'économie verte inclusive comme stratégie de développement	28-30 novembre 2017	19	6	12
6.	Mobilisation des ressources intérieures	4-8 décembre 2017	26	7	25
7.	Formation IDEP/BADEA sur une gestion des politiques économiques sensible au genre	11-22 décembre 2017	28	11	28
8.	Gouvernance dans le secteur des ressources minérales	18-22 décembre 2017	22	6	13
Total			199	59	

Annexe V

Nombre de fonctionnaires ayant suivi une formation, par pays

Pays	Participants
Bénin	7
Botswana	1
Burkina Faso	5
Burundi	5
Cameroun	5
Comores	5
Côte d'Ivoire	4
Djibouti	1
Égypte	2
Éthiopie	13
Gambie	6
Ghana	3
Guinée	3
Guinée équatoriale	1
Kenya	6
Lesotho	5
Madagascar	6
Malawi	7
Mali	2
Mauritanie	1
Mozambique	1
Namibie	2
Niger	6
Nigéria	12
Ouganda	7
République centrafricaine	5
République démocratique du Congo	4
République-Unie de Tanzanie	2
Rwanda	30
Sao Tomé-et-Principe	1
Sénégal	3
Sierra Leone	2
Soudan	3
Soudan du Sud	2
Swaziland	5
Tchad	8
Togo	6
Tunisie	2
Zambie	3
Zimbabwe	6